



MÉMOIRE

du

CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL

sur

**PROJET DE LOI N° 102
LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT
ET
LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE**

**Présenté à
la Commission des transports et de l'environnement**

Mai 2002

**MÉMOIRE SUR
LE PROJET DE LOI N° 102**

**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT
ET
LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE**

RÉSUMÉ

Le CQCD estime que ce n'est que lorsqu'il aura pris connaissance de la réglementation attendue concernant les matières et les personnes assujetties au nouveau régime de compensation des municipalités qu'il pourra réellement mesurer la portée du nouveau régime mis en place par le projet de loi 102.

De manière générale, le CQCD se dit satisfait quant au rôle respectif confié aux principaux intervenants, dont principalement l'implication de l'industrie dans le processus décisionnel. Il se dit également satisfait quant au pourcentage retenu pour la contribution financière exigible de la part des entreprises. Il approuve par ailleurs les nouveaux pouvoirs confiés à la Société québécoise de récupération et de recyclage.

Le CQCD préconise de plus la mise en place d'un système de gestion et de compensation pour la collecte sélective municipale qui soit à la fois cohérent, facile à gérer, efficace et équitable entre les entreprises.

De manière plus spécifique, et dans le but de clarifier et de bonifier le projet de loi à l'étude, le CQCD propose les recommandations suivantes à la Commission :

-

Concernant l'article 7 du projet de loi :

Article 53.31.3

1. amender l'article 53.31.3 pour y préciser clairement que seuls les coûts des services municipaux ayant un lien direct avec les opérations de récupération et de valorisation des matières ou catégories de matières désignées par le gouvernement, pour des programmes efficaces et performants, soient admissibles à la compensation financière des municipalités;

Article 53.31.7

2. modifier l'article 53.31.7 de façon à ce qu'à défaut d'entente entre l'organisme agréé et les regroupements municipaux dans le délai prévu, concernant la détermination des coûts nets des services municipaux faisant l'objet de la compensation, la décision finale relève du Ministre de l'Environnement;
3. modifier également l'article 53.31.7 afin d'y ajouter que l'entente concernant la détermination des coûts nets de la collecte sélective municipale doit être conclue dans un délai minimal de 6 mois suivant l'agrément d'un organisme et après l'entrée en vigueur de tout règlement adopté en vertu de l'article 53.31.2, ou tout autre délai supérieur fixé par règlement du gouvernement;

Article 53.31.10

4. modifier l'article 53.31.10 du projet de loi afin d'y indiquer que tout « critère de regroupement » soit déterminé, s'il y a lieu, par règlement du gouvernement;

Article 53.31.11

5. modifier l'article 53.31.11 du projet de loi afin d'y indiquer que tous « critères minimaux d'agrément » soient déterminés, s'il y a lieu, par règlement du gouvernement et d'y ajouter que la période allouée pour la présentation de demandes d'agrément en vertu du 2^e alinéa devrait correspondre à un délai minimal de 6 mois suivant la date d'entrée en

vigueur du règlement édicté en vertu de l'article 53.31.2 ou à tout autre délai supérieur établi par règlement du gouvernement;

Article 51.31.14

6. modifier le 1^{er} alinéa de l'article 53.31.14 du projet de loi de manière à ce que les contributions exigibles des entreprises soient établies sur la base d'un tarif ayant fait l'objet non seulement d'une consultation particulière auprès des personnes visées mais également d'un vote favorable à la majorité simple des personnes visées;
7. retirer du projet de loi le 2^e alinéa de l'article 53.31.14 concernant la prise en compte de certaines exigences environnementales dans la tarification des entreprises.

Alternativement,

Dans l'éventualité où le gouvernement souhaite maintenir la prise en compte de ces exigences dans la tarification, cette prise en compte devrait se limiter aux matières ou catégories de matières désignées par l'article 51.31.2 ayant fait l'objet d'une réglementation du gouvernement en vertu de ses pouvoirs de réduction de la production des matières résiduelles prévus à l'article 53.28 de *la Loi sur la qualité de l'environnement* dans un délai minimal de trois ans après l'entrée en vigueur d'un tel règlement;

Article 53.31.17

8. modifier l'article 53.31.17 afin d'y ajouter que l'entente relative à l'établissement des critères de compensation des municipalités doit être conclue dans un délai minimal de 6 mois suivant l'agrément d'un organisme et après l'entrée en vigueur de tout règlement adopté en vertu de l'article 53.31.2 du projet de loi, ou tout autre délai supérieur fixé par le gouvernement;

Concernant l'article 13 du projet de loi :

9. modifier l'article 13 du projet de loi de manière à prévoir explicitement que toute somme versée à la Société, mais non attribuée aux municipalités au cours de l'année, ainsi que les intérêts perçus sur cette somme, soient crédités à l'organisme agréé qui les a versés ou encore réduits de la contribution applicable à cet organisme pour l'année suivante;

Autres recommandations :

10. demander au gouvernement qu'il dépose le plus rapidement possible la réglementation visant la désignation des matières ou catégories de matières et des personnes assujetties au régime de compensation et s'assurer que cette réglementation **s'appuie sur le principe d'équité entre les entreprises et le principe de la responsabilité totale et partagée que sous-tend la politique gouvernementale dans ce domaine;**
11. s'assurer que les secteurs du commerce de détail et de la distribution soient à l'avenir représentés au sein du conseil d'administration de la Société québécoise de récupération et de recyclage.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	2
1.0 Les matières et les personnes assujetties au régime de compensation	3
2.0 Le pourcentage de compensation et la détermination des coûts nets des services municipaux	5
3.0 Le processus d'agrément	7
4.0 La tarification des entreprises	8
5.0 L'établissement des critères de compensation des municipalités	10
6.0 Le rôle de la Société québécoise de récupération et de recyclage	11
6.1 La représentativité du conseil d'administration de la Société	11
6.2 La gestion des fonds en fiducie et des intérêts	12
CONCLUSION	13
RECOMMANDATIONS	14

PRÉSENTATION DU CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL

Le Conseil québécois du commerce de détail (ci-après appelé CQCD) regroupe plus de 5 000 établissements commerciaux (détaillants) au Québec et touche près de 70 % de l'activité économique reliée au secteur du commerce de détail.

Ces établissements commerciaux sont répartis sur l'ensemble du territoire québécois et visent les divers secteurs d'activité du commerce de détail, à l'exception du secteur automobile et du secteur alimentaire. Le CQCD est de plus affilié au Conseil canadien du commerce de détail (RCC) qui a pour fonction principale de représenter les intérêts du secteur ailleurs au Canada.

La mission du CQCD consiste essentiellement à promouvoir, représenter et valoriser le secteur du commerce de détail au Québec, et les détaillants qui en font partie, afin d'assurer le sain développement et la prospérité du secteur.

INTRODUCTION

Le **Conseil québécois du commerce de détail (CQCD)** remercie la Commission des transports et de l'environnement de lui donner l'occasion de présenter ses commentaires et recommandations relativement au projet de loi n° 102, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage.

Il tient à souligner que le présent mémoire reçoit l'appui **du Conseil canadien des distributeurs en alimentation (CCDA)** dont les membres représentent plus de 80 % du volume de la distribution alimentaire. Le CCDA regroupe des détaillants et des grossistes de toute taille et représente une industrie qui se classe parmi les secteurs commerciaux les plus importants, soit l'industrie de la distribution et des services alimentaires.

Le CQCD accueille favorablement la grande majorité des dispositions du projet de loi présenté. Plusieurs de ces dispositions répondent aux demandes adressées à diverses occasions par le CQCD auprès du ministère de l'Environnement concernant le dossier de la gestion des emballages et des imprimés, principalement en ce qui a trait à l'implication de l'industrie au processus décisionnel et au pourcentage de sa contribution à la collecte sélective municipale, de même qu'au rôle respectif des principaux intervenants dans ce domaine.

Le CQCD souhaite cependant émettre **des** réserves sur certains points, notamment quant aux matières et aux personnes devant être assujetties au régime de compensation des municipalités ainsi qu'en ce qui a trait **à la tarification des entreprises**.

Les commentaires **formulés dans le présent mémoire porteront donc sur ces réserves ainsi** que sur d'autres aspects où des **précisions devraient**, de notre point de vue, être apportées.

Il va sans dire que le CQCD **devra demeurer** à l'affût des règlements qui découleront de ce projet de loi puisque ce n'est que lorsque ces règlements seront finalisés que nous pourrons réellement mesurer la portée du nouveau régime mis en place par celui-ci.

1.0 Les matières et les personnes assujetties au régime de compensation (art. 7 - 51.31.1 et 51.31.2)

Le CQCD constate que le projet de loi 102 est muet quant à la désignation des matières et des personnes qui seront assujetties au nouveau régime de compensation des municipalités.

Nous comprenons de plus, à la lumière de l'article 53.31.2 du projet de loi, tel que décrit ci-dessous, que cette désignation se fera ultérieurement par voie réglementaire.

« 53.31.2. Le gouvernement peut, par règlement, désigner les matières ou les catégories de matières visées au paragraphe 6 du premier alinéa de l'article 53.30¹, sujettes au régime de compensation prévu (...) ».

(...)

Le gouvernement peut également, par règlement, en regard d'une ou de plusieurs matières ou catégories de matières désignées, préciser, parmi les personnes visées au paragraphe 6 du premier alinéa de l'article 53.30, celles qui sont sujettes au paiement d'une compensation aux municipalités ».

Tel que libellé, cet article offre la possibilité que certaines matières ou encore catégories de matières puissent être exemptées du régime de compensation des municipalités. Toutefois, le contenu des règlements attendus à cet égard n'étant pas encore connu, il nous est donc impossible à ce moment-ci d'en évaluer la portée et d'avoir la certitude qu'il n'engendrera pas de traitement inéquitable entre les entreprises.

Le CQCD aurait plutôt souhaité connaître immédiatement les matières de même que les personnes assujetties au régime de compensation. Plusieurs échanges ont déjà eu lieu sur le sujet et les avis sont partagés sur la question de la responsabilité relativement à certaines catégories de

¹ Le paragraphe 6 du premier alinéa de l'article 53.30 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q. chap. Q-2) indique que « le gouvernement a le pouvoir de réglementer afin d'obliger toute catégorie de personnes, en particulier celles exploitant des établissements à caractère industriel et commercial, qui fabriquent, mettent sur le marché ou distribuent autrement des contenants, des emballages, des matériaux d'emballage, des imprimés ou d'autres produits, qui commercialisent des produits dans des contenants ou emballages qu'ils se sont procurés à cette fin, ou plus généralement, qui génèrent des matières résiduelles par leurs activités ».

matières, telles que les médias écrits faisant partie des imprimés (journaux, revues et magazines) ainsi que les emballages aux points de vente.

Cette question des exclusions s'avère d'une grande importance pour les entreprises car elle **affectera** la part respective que chacune d'elle devra verser en terme de compensation aux municipalités.

Nous espérons que le fait de repousser dans le temps la décision du gouvernement sur cette question ne permettra pas éventuellement d'ouvrir la porte à des exclusions ayant pour effet d'accorder un traitement inéquitable entre les entreprises. À cet égard, nous tenons à rappeler l'importance **de traiter équitablement toutes les entreprises afin qu'elles contribuent au financement** de la collecte sélective municipale, et ce, en fonction de leur juste part.

Le CQCD est favorable à l'adoption d'une gestion plus efficace et **plus** équitable des emballages et des imprimés **résiduels** au Québec. Nous acceptons par ailleurs de contribuer selon notre juste part à la mise en place d'un système efficace de collecte sélective municipale. La collecte sélective est déjà bien implantée sur le territoire québécois et elle représente quant à nous la solution à la fois la plus simple, **la plus** efficace et **la plus** économique pour tous.

Si le gouvernement décide éventuellement d'exclure certaines matières et, par conséquent, **d'exempter** du régime de compensation les entreprises qui les mettent sur le marché, ou qu'il décide ou permet d'exclure certaines entreprises du paiement de la compensation, il est clair que les entreprises assujetties n'accepteront sous aucune considération de payer le pourcentage de la facture qui devrait normalement revenir aux entreprises exemptées. **Une telle formule d'interfinancement serait inacceptable et inéquitable.**

Le CQCD recommande au gouvernement de déposer le plus rapidement possible la réglementation visant la désignation des matières ou catégories de matières et des personnes assujetties au régime de compensation et de s'assurer que cette réglementation **s'appuie sur le principe d'équité entre les entreprises et le principe de la responsabilité totale et partagée que sous-tend la politique gouvernementale dans ce domaine.**

2.0 Le pourcentage de compensation et la détermination des coûts nets des services municipaux (art. 7 - 51.31.3 à 51.31.8)

Les articles 53.31.3 à 53.31.7 traitent de la compensation financière annuelle que **devraient** fournir les entreprises aux municipalités en contrepartie des services **offerts** pour assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles visées.

L'article 53.31.5 stipule notamment que « Le montant auquel s'élève le total des coûts nets des services municipaux sujets à compensation, y compris la nature des dépenses prises en compte, est déterminé par voie d'entente entre les regroupements municipaux et l'organisme agréé par la Société québécoise de récupération et de recyclage ».

Quant à l'article 53.31.7, celui-ci précise qu' « À défaut d'entente entre l'organisme agréé et les regroupements municipaux dans le délai prescrit par le ministre, la Société québécoise de récupération et de recyclage détermine le montant total des coûts nets des services municipaux faisant l'objet de la compensation ».

Le CQCD est heureux de constater que le gouvernement **a tenu** compte de sa proposition visant d'une part, à limiter la contribution **des entreprises** à un maximum de 50 % des coûts nets de la collecte sélective et, d'autre part, à laisser **à l'organisme représentant les entreprises et aux municipalités le soin de s'entendre sur** la détermination des coûts nets de la collecte sélective municipale.

Nous croyons sincèrement que l'implication directe de la part **des entreprises** et des municipalités au processus décisionnel **est susceptible** d'engendrer de meilleurs résultats en termes de compréhension des divers enjeux de chacun, en plus de créer **un climat favorable** aux échanges.

Le CQCD croit cependant que le Ministre devrait intervenir à la place de la Société québécoise de récupération et de recyclage à défaut d'entente entre les parties. Compte tenu des enjeux économiques importants que représente la détermination du montant total des coûts nets de la collecte sélective pour les entreprises et les municipalités, nous croyons nécessaire qu'une

décision aussi importante relève du Ministre qui est redevable devant la population plutôt que de la Société qui agit davantage comme gestionnaire.

Le CQCD est de plus d'avis que le délai qui est accordé aux deux parties pour s'entendre, et dont il est fait mention à l'article 53.31.7, devrait être précisé clairement dans le projet de loi à l'étude. Un délai minimal de 6 mois suivant l'agrément d'un organisme serait raisonnable si l'on tient compte des développements survenus dans le dossier de la gestion des peintures et des huiles usagées.

Le CQCD recommande donc à la Commission que l'article 53.31.3 soit amendé pour y préciser clairement que seuls les coûts des services municipaux ayant un lien direct avec les opérations de récupération et de valorisation des matières ou catégories de matières désignées par le gouvernement, pour des programmes efficaces et performants, soient admissibles à la compensation financière des municipalités.

Le CQCD recommande également de modifier l'article 53.31.7 de façon à ce qu'à défaut d'entente entre l'organisme agréé et les regroupements municipaux dans le délai prévu, le Ministre de l'Environnement détermine le montant total des coûts nets des services municipaux faisant l'objet de la compensation.

Le CQCD recommande aussi de modifier l'article 53.31.7 afin d'y ajouter que l'entente doit être conclue dans un délai minimal de 6 mois suivant l'agrément d'un organisme et après l'entrée en vigueur de tout règlement adopté en vertu de l'article 53.31.2, ou tout autre délai supérieur fixé par le gouvernement.

3.0 Le processus d'agrément (art. 7 - 51.31.9 à 51.31.11)

Pour ce qui est du processus d'agrément proposé, l'article 51.31.10 prévoit que les agréments seront rattachés à des matières ou catégories de matières.

Le fait d'accorder des agréments en fonction des matières ou catégories de matières constitue selon le CQCD un moyen flexible de trouver plus rapidement et efficacement des solutions particulières à des matières spécifiques ou à des problématiques spécifiques. Cependant, il croit nécessaire que les critères soient déterminés par le gouvernement.

Le CQCD propose de modifier l'article 53.31.10 du projet de loi afin d'y indiquer que tout « critère de regroupement » soit déterminé, s'il y a lieu, par règlement du gouvernement.

Le CQCD suggère que l'article 53.31.11 du projet de loi soit aussi modifié afin d'y indiquer que tous « critères minimaux d'agrément » dont il est fait mention soient déterminés, s'il y a lieu, par règlement du gouvernement et d'y ajouter que la période allouée pour la présentation de demandes d'agrément en vertu du 2^e alinéa devrait correspondre à un délai minimal de 6 mois suivant la date d'entrée en vigueur du règlement édicté en vertu de l'article 53.31.2 ou à tout autre délai supérieur établi par règlement du gouvernement.

4.0 La tarification des entreprises (art. 7 - 51.31.14, 51.31.15, 51.31.19, 51.31.20)

L'article 51.31.14 du projet de loi stipule que les contributions exigibles aux entreprises devront être établies sur la base d'un tarif à être développé par l'organisme agréé, après avoir fait l'objet d'une consultation particulière auprès des personnes visées.

Étant donné l'importance que représente la tarification pour les entreprises, le CQCD juge qu'une consultation n'est pas suffisante.

Le CQCD recommande alors au gouvernement de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 53.31.14 du projet de loi de manière à ce que les contributions exigibles soient établies sur la base d'un tarif ayant fait l'objet non seulement d'une consultation particulière auprès des personnes visées mais également d'un vote favorable à la majorité simple des personnes visées.

L'article 51.31.14 prévoit de plus au 2^e alinéa que ce tarif devra être déterminé en tenant compte de facteurs tendant à responsabiliser les personnes assujetties au régime quant aux conséquences environnementales des produits qu'elles mettent sur le marché et en prenant en considération des aspects, tels que la recyclabilité des produits.

Le CQCD est d'avis que cette exigence devrait être retirée complètement du projet de loi et faire plutôt l'objet d'une réglementation du gouvernement en vertu des pouvoirs qu'il détient déjà à cet effet à l'article 53.28 de la Loi sur la qualité de l'environnement concernant la réduction de la production des matières résiduelles².

Il serait en effet injuste pour les détaillants que l'on tienne compte de ce genre d'exigences à leur égard pour la détermination de leur contribution au régime de compensation alors que ce sont les fabricants qui décident, dans la majorité des cas, de la composition de leurs emballages et de leurs imprimés.

² Loi sur la qualité de l'environnement, L. R. Q. chap. Q-2, article 53.28. Cet article stipule que « Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les conditions ou prohibitions applicables à la fabrication des contenants, emballages, matériaux d'emballage, imprimés ou autres produits qu'il désigne, dans le but de réduire la quantité de matières résiduelles à éliminer ou de faciliter leur valorisation (...) ».

Le CQCD recommande au gouvernement de retirer du projet de loi le 2^e alinéa de l'article 53.31.14 concernant la prise en compte de certaines exigences environnementales dans la tarification des entreprises.

Alternativement,

Dans l'éventualité où le gouvernement souhaite maintenir la prise en compte de ces exigences dans la tarification, cette prise en compte devrait se limiter aux matières ou catégories de matières désignées par l'article 51.31.2 ayant fait l'objet d'une réglementation du gouvernement en vertu de ses pouvoirs de réduction de la production des matières résiduelles prévus à l'article 53.28 de *la Loi sur la qualité de l'environnement* dans un délai minimal de trois ans après l'entrée en vigueur d'un tel règlement.

Enfin, le CQCD souhaite s'assurer que les renseignements exigibles pour la détermination du tarif, en vertu des articles 53.31.19 et 53.31.20 du projet de loi, puissent être fournis à partir des systèmes en place dans les entreprises. Il serait malheureux que des demandes compliquées et exhaustives de renseignements entraînent des investissements supplémentaires dans de nouveaux logiciels ou de nouveaux systèmes.

5.0 L'établissement des critères de compensation des municipalités (art. 7 - 51.31.17)

Tout comme nous l'avons suggéré précédemment, à propos de l'entente à intervenir entre les représentants municipaux et l'organisme agréé concernant la détermination des coûts nets de la collecte sélective, nous proposons ici qu'un délai minimal de 6 mois soit prévu explicitement dans la loi pour la conclusion de l'entente portant sur l'établissement des critères de compensation aux municipalités.

Le CQCD recommande à la Commission de modifier l'article 53.31.17 afin d'y ajouter que l'entente doit être conclue dans un délai minimal de 6 mois suivant l'agrément d'un organisme et après l'entrée en vigueur de tout règlement adopté en vertu de l'article 53.31.2 du projet de loi, ou tout autre délai supérieur fixé par le gouvernement.

6.0 Le rôle de la Société québécoise de récupération et de recyclage

Le CQCD constate que de nouveaux pouvoirs importants sont confiés à la Société québécoise de récupération et de recyclage par les articles 1, 7, 9 et 11 du projet de loi. Parmi les plus importants, on retrouve notamment l'approbation des plans de gestion municipaux des matières résiduelles et leur suivi; l'accompagnement et l'assistance des regroupements municipaux et de l'organisme agréé dans leur démarche visant la détermination des coûts nets de la collecte sélective; la responsabilité d'agréer les organismes et l'implication plus importante au niveau des activités d'information, de sensibilisation et d'éducation.

Le CQCD estime que ces pouvoirs sont appropriés. Il souhaite cependant émettre quelques commentaires et recommandations concernant la représentativité du conseil d'administration de la Société et la gestion des fonds en fiducie et des intérêts qui devraient lui être versés par l'organisme agréé.

6.1 La représentativité du conseil d'administration de la Société (art. 8)

L'article 8 du projet de loi propose de modifier l'article 5 de la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage actuellement en vigueur afin d'augmenter de 9 à 11 le nombre de membres du conseil d'administration de la Société.

Compte tenu des nouveaux pouvoirs importants qui sont accordés à la Société en vertu de ce projet de loi, le CQCD estime que cette proposition est tout à fait raisonnable et fondée.

Le CQCD endosse par ailleurs la proposition formulée au deuxième alinéa de cet article laquelle vise à s'assurer de la présence au conseil de personnes représentatives ou issues des différents milieux concernés par les activités de la Société. À cet effet, le CQCD tient à souligner que les détaillants **et les distributeurs** sont malheureusement trop souvent oubliés alors qu'ils constituent pourtant un maillon important de la chaîne et qu'ils sont les principaux acteurs intervenant directement auprès des citoyens.

Le CQCD recommande au gouvernement de s'assurer que les secteurs du commerce de détail et de la distribution soient à l'avenir représentés au sein du conseil d'administration de la Société québécoise de récupération et de recyclage.

6.2 La gestion des fonds en fiducie et des intérêts (art. 13)

L'article 13 du projet de loi précise que la Société de récupération et de recyclage conservera les intérêts générés par les sommes reçues en fiducie dans le cadre du régime de compensation.

Le CQCD propose de modifier l'article 13 du projet de loi afin d'y prévoir explicitement que toute somme versée à la Société, mais non attribuée aux municipalités au cours de l'année, ainsi que les intérêts perçus sur cette somme, soient crédités à l'organisme agréé qui les a versés ou encore réduits de la contribution applicable à cet organisme pour l'année suivante.

CONCLUSION

Ce projet de loi comporte plusieurs dispositions ambiguës. Le fait de déléguer au gouvernement, au Ministre ou à la Société québécoise de récupération et de recyclage des aspects essentiels et fondamentaux de la mise en œuvre d'un plan de financement de la récupération et de la valorisation des matières par les entreprises laisse présager une grande complexité dans l'application.

L'ajout de paramètres précis dans le projet de loi permettrait, de l'avis du CQCD, d'assurer la réunion de conditions pour la mise en place d'un système de gestion et de compensation de la collecte sélective municipale, équitable, cohérent, efficace, applicable et gérable.

Le CQCD tient à souligner l'importance de procéder rapidement à la publication des règlements devant découler des modifications apportées par ce projet de loi à la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

RECOMMANDATIONS

Voici en résumé les recommandations soumises par le CQCD à la Commission des transports et de l'environnement relativement au projet de loi 102 :

Concernant l'article 7 du projet de loi :

Article 53.31.3

1. amender l'article 53.31.3 pour y préciser clairement que seuls les coûts des services municipaux ayant un lien direct avec les opérations de récupération et de valorisation des matières ou catégories de matières désignées par le gouvernement, pour des programmes efficaces et performants, soient admissibles à la compensation financière des municipalités;

Article 53.31.7

2. modifier l'article 53.31.7 de façon à ce qu'à défaut d'entente entre l'organisme agréé et les regroupements municipaux dans le délai prévu, concernant la détermination des coûts nets des services municipaux faisant l'objet de la compensation, la décision finale relève du ministre de l'Environnement;
3. modifier également l'article 53.31.7 afin d'y ajouter que l'entente concernant la détermination des coûts nets de la collecte sélective municipale doit être conclue dans un délai minimal de 6 mois suivant l'agrément d'un organisme et après l'entrée en vigueur de tout règlement adopté en vertu de l'article 53.31.2, ou tout autre délai supérieur fixé par règlement du gouvernement;

Article 53.31.10

4. modifier l'article 53.31.10 du projet de loi afin d'y indiquer que tout « critère de regroupement » soit déterminé, s'il y a lieu, par règlement du gouvernement;

Article 53.31.11

5. modifier l'article 53.31.11 du projet de loi afin d'y indiquer que tous « critères minimaux d'agrément » soient déterminés, s'il y a lieu, par règlement du gouvernement et d'y ajouter que la période allouée pour la présentation de demandes d'agrément en vertu du 2^e alinéa devrait correspondre à un délai minimal de 6 mois suivant la date d'entrée en vigueur du règlement édicté en vertu de l'article 53.31.2 ou à tout autre délai supérieur établi par règlement du gouvernement;

Article 51.31.14

6. modifier le 1^{er} alinéa de l'article 53.31.14 du projet de loi de manière à ce que les contributions exigibles des entreprises soient établies sur la base d'un tarif ayant fait l'objet non seulement d'une consultation particulière auprès des personnes visées mais également d'un vote favorable à la majorité simple des personnes visées;
7. retirer du projet de loi le 2^e alinéa de l'article 53.31.14 concernant la prise en compte de certaines exigences environnementales dans la tarification des entreprises.

Alternativement,

Dans l'éventualité où le gouvernement souhaite maintenir la prise en compte de ces exigences dans la tarification, cette prise en compte devrait se limiter aux matières ou catégories de matières désignées par l'article 51.31.2 ayant fait l'objet d'une réglementation du gouvernement en vertu de ses pouvoirs de réduction de la production des matières résiduelles prévus à l'article 53.28 de *la Loi sur la qualité de l'environnement* dans un délai minimal de trois ans après l'entrée en vigueur d'un tel règlement;

Article 53.31.17

8. modifier l'article 53.31.17 afin d'y ajouter que l'entente relative à l'établissement des critères de compensation des municipalités doit être conclue dans un délai minimal de 6 mois suivant l'agrément d'un organisme et après l'entrée en vigueur de tout règlement

adopté en vertu de l'article 53.31.2 du projet de loi, ou tout autre délai supérieur fixé par le gouvernement;

Concernant l'article 13 du projet de loi :

9. modifier l'article 13 du projet de loi de manière à prévoir explicitement que toute somme versée à la Société, mais non attribuée aux municipalités au cours de l'année, ainsi que les intérêts perçus sur cette somme, soient crédités à l'organisme agréé qui les a versés ou encore réduits de la contribution applicable à cet organisme pour l'année suivante;

Autres recommandations :

10. demander au gouvernement qu'il dépose le plus rapidement possible la réglementation visant la désignation des matières ou catégories de matières et des personnes assujetties au régime de compensation et s'assurer que cette réglementation **s'appuie sur le principe d'équité entre les entreprises et le principe de la responsabilité totale et partagée que sous-tend la politique gouvernementale dans ce domaine;**
11. s'assurer que les secteurs du commerce de détail et de la distribution soient à l'avenir représentés au sein du conseil d'administration de la Société québécoise de récupération et de recyclage.